

La guerre au cœur, la peur au corps, la répression encore.

« *Nous sommes en guerre, en guerre sanitaire certes. Nous ne luttons ni contre une armée ni contre une autre nation, mais l'ennemi est là, invisible, insaisissable, et qui progresse. Et cela requiert notre mobilisation générale. Nous sommes en guerre. Toute l'action du gouvernement et du Parlement doit être désormais tournée vers le combat contre l'épidémie, de jour comme de nuit. Rien ne doit nous en divertir.* » déclare Macron le 16 Mars lors de son allocution aux français.es, véritable avanie au peuple indiscipliné.

Nous le savons, car nous y avons goutté dans le passé. Nos vieilles, nos vieux nous l'ont conté. Le lexique guerrier permet beaucoup au pouvoir. Il permet d'abord la peur puis la paralysie. Il lui donne carte blanche dans la modélisation d'un nouveau contrat social, basé sur une domination sévère et violente, sur une répression sans borne, qui ne peut être contestée moralement par ceux et celles qui la reçoivent. Se révolter serait se rendre complice de l'adversaire et donc devenir ennemi.e intérieur.e haï.e par tou.te.s. L'État d'urgence institutionnalisé en 2015 est l'exemple le plus récent en France des conséquences fatales d'une guerre abstraite sur les libertés de la population. «*La guerre contre l'islam radical* » a déjà été l'outil politique idéal pour chercher à neutraliser les êtres contestataires (arrestations en masse, assignations à résidence, fichage des militants...).

L'idée ici n'est pas d'appeler à une désobéissance radicale et sans bornes face aux mesures d'urgence prises par le gouvernement face à l'épidémie du coronavirus. Mais ne soyons pas dupes. Ces mesures s'imposent à nous dans un contexte bien particulier dans lequel les privations de libertés et l'autoritarisme étatique s'étaient déjà largement installés dans la société.

Nous ne sommes pas aux premières interdictions de rassemblement, contrôles policiers abusifs, abandon des personnes sans toit, des exilé.e.s en détresse. Nous ne sommes pas aux premières assignations à résidence, aux coups de matraques portés, à l'ombre des regards (mais à la lumière des objectifs), sur les crânes adolescents dans les quartiers populaires. L'exploitation par le travail et les heures non rémunérées existaient hier. En six ans, 13631 lits d'hôpitaux ont été supprimés, illustrant le mépris et le cynisme du gouvernement envers l'hôpital public. Macron a coupé le budget de la santé de 1,7 milliards d'euros des 2017. Sa reconnaissance infinie aujourd'hui envers les soignant.e.s a de quoi nous faire sourire jaune. Les femmes victimes de violences au domicile étaient elles aussi, déjà abandonnées à leur sort. Elles sont aujourd'hui évincées de toute échappatoire possible.

Cette série récente de réglementations violentes et humiliantes jetée aux visages des françai.se.s dit quelque chose de l'état de notre pays. Et oui, la guerre permet de légitimer n'importe quelle violence d'État. Mais lorsque « l'ennemi est invisible, insaisissable », le pouvoir peut être d'autant plus à l'aise et nage, serein, dans le contrôle des individu.e.s, dénué.e.s de toute compréhension et connaissance du rival sanguinaire en question.

L'enjeu est l'après. L'enjeu c'est de ne pas oublier le premier ennemi. L'État violent chaque jour, avec les personnes précaires, avec les personnes racisées, avec les femmes, avec les minorités.

De 1961 à 1991, une guerre a opposé l'Érythrée à l'Éthiopie, ce premier réclamant l'indépendance totale, proclamé officiellement en 1993. Le régime totalitaire imposé par Afeworki, président du pays, est toujours aujourd'hui sans limite : rafles, purges, service

militaire obligatoires, emprisonnement à vie... Ce système dictatorial a pu se mettre en place par l'élan nationaliste et le sacrifice patriotique qui a découlé de l'appel à la mobilisation générale en temps de guerre. Au fur et à mesure des années, les politiques d'urgence se sont installées et ont été saupoudrées de délation, d'un système de terreur parfaitement huilé permettant au pouvoir de devenir indétronable. Les jeunes réfugié.e.s érythréen.ne.s que nous rencontrons, humilié.e.s dans les campements indignes de l'hexagone, nous le racontent. Ils fuient un pays devenu figé, dépouillé de libertés, privé du droit à la pensée critique, à toute ouverture d'esprit contestataire. Un territoire vidé de son âme.

Notre âme n'est il pas en train de disparaître à notre tour ? L'innovation technologico-repressif est en plein boom. A Nice, un an après les premières expérimentations de reconnaissance faciale des habitant.e.s, des drones localisent et poursuivent aujourd'hui les quelques humain.e.s qui osent braver l'assignation à résidence. Le budget donné aux renseignements territoriaux, aux outils de surveillance et de géo-localisation a le blanc-seing.

En bas de nos fenêtres, d'autres êtres sont enfermés dehors. Méprisé.e.s. Condamné.e.s par les mêmes qui nous pourchassent, nous sommant de restez chez nous. Des millions d'euros surgissent pour perfectionner les mesures sécuritaires, compenser les pertes des multinationales et rassurer les actifs du marché du travail. Rien pour les sans-abris, pour les personnes exilées à la rue, les enfants placés par l'Aide Sociale à l'Enfance, les personnes en situation de handicap. Pas un kopeck pour ceux.les jugé.e.s indésirables par le pouvoir. Pour eux.elles, il n'y a pas d'urgence. Le danger de contamination, le risque mortel est assumé comme négligeable. Cette semaine, à Lyon, des sans domiciles fixes ont été verbalisés pour avoir enfreints les règles de confinement. L'absurdité devient criminelle. La violence devient meurtrière. La hiérarchie de classes pensée et organisée par le gouvernement est de nouveau proclamée au grand jour.

Soyons donc vigilant.e.s. Ne détournons pas le regard. Ne laissons pas le virus fasciste atteindre notre épiderme. La peur ne doit pas transformer la colère en amnésie. L'épidémie, un jour, disparaîtra. Demain, le masque tombera. Il ne faudra alors pas hésiter une seconde à reprendre la rue, à se lever contre l'autorité qui elle, nous contaminent depuis trop longtemps. Le confinement de ceux.les qui nous oppriment depuis toujours est proche, et elle sera sans fin.

JR